



Intelligence
Économique
et Territoriale

avec la contribution de:



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE RÉGIONALE N°10

Septembre 2024



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

ENTREPRISES

**Tendances économiques
internationales et nationales**

Tendances sectorielles régionales

Marché du travail

**Défaillances et créations
d'entreprises**

Après une année 2019 assez favorable, la pandémie de la Covid-19 a déclenché une crise économique globale de grande ampleur. Pour suivre ces évolutions économiques, Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises a décidé de publier régulièrement une synthèse conjoncturelle régionale basée sur une sélection d'indicateurs.

Les tendances régionales sont mises en perspective avec des analyses à l'échelle nationale et internationale, et quand cela est possible, un focus par département est réalisé.

Cette dixième synthèse compile une sélection d'indicateurs économiques sur les 1^{er} et 2^e trimestres 2024. Après un ralentissement de l'activité en 2023, l'économie marque le pas en ce début d'année 2024, dans un contexte de forte incertitude politique nationale et de concurrence exacerbée au niveau international.

Focus INDUSTRIE : des signes de fragilité apparaissent dans ce secteur. Quelle est la situation de l'industrie en France et en Auvergne-Rhône-Alpes ?

LES DERNIÈRES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

Chiffres d'affaires des entreprises sur le premier semestre 2024 / 2023

Source : DRGFIP

+0,1 %



Investissements des entreprises sur le premier semestre 2024 / 2023

Source : DRGFIP

+0,5 %

Demandeurs d'emploi Catégorie ABC au 2^e trimestre 2024

Source : Dares, Pôle emploi, STMT

Évolution sur le trimestre
(/1^{er} trim. 2024) **+0,1 %**

Évolution sur un an
(/2^e trim. 2023) **+1,5 %**



Emplois salariés privés au 1^{er} trimestre 2024

Source : Urssaf

Évolution sur le trimestre
(/4^e trim. 2023) **+0,2 %**

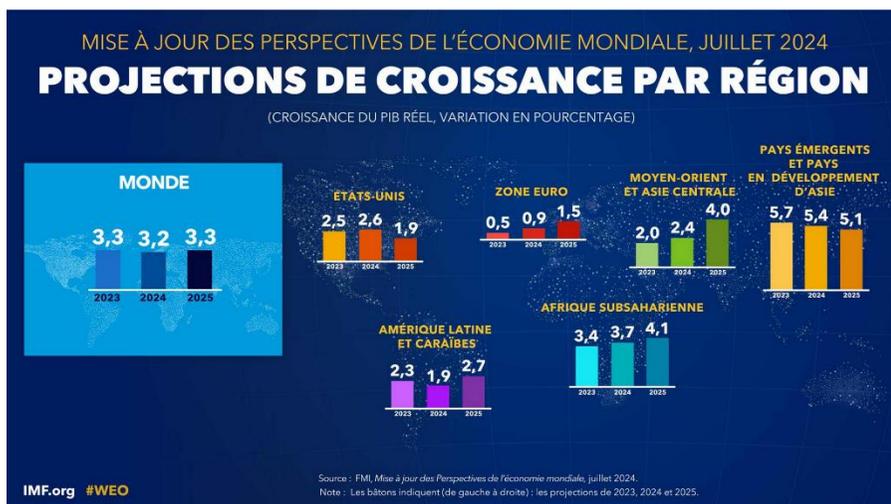
Évolution sur un an
(/1^{er} trim. 2023) **+0,5 %**

INTERNATIONAL : EN 2024, LA CROISSANCE RESTE INCHANGÉE DANS UN CONTEXTE D'INFLATION PERSISTANTE DANS LES SERVICES

- Selon les dernières prévisions du FMI (juillet), le taux de **croissance mondiale** devrait rester stable : **+3,2 %** en 2024 et +3,3 % en 2025, identique à 2023.
- **Le commerce mondial** s'est raffermi au début de l'année, après une quasi-stagnation en 2023. Les échanges ont été stimulés par de fortes exportations en provenance d'Asie, en particulier dans le secteur des technologies.
- Malgré une désinflation des prix des biens et de l'énergie, **l'inflation** des prix dans les services est persistante, portée par la croissance salariale. Cette situation laisse entrevoir des **taux d'intérêt** plus élevés pour encore plus longtemps. Les banques centrales des principaux pays avancés devraient encore baisser leur taux directeur au 2nd semestre 2024, mais se montrent plus prudentes qu'au début de l'année.

Les prévisions de croissance du FMI

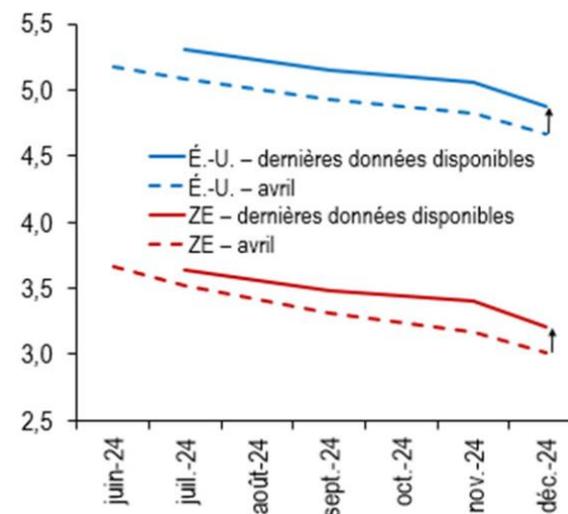
Variation annuelle du PIB (en %)



Source : FMI *Projections de croissance* – 16/07/2024

Ces prévisions, susceptibles d'être réajustées au fil du temps, sont à considérer avec précaution.

Taux directeurs implicites du marché (en %)



Notes

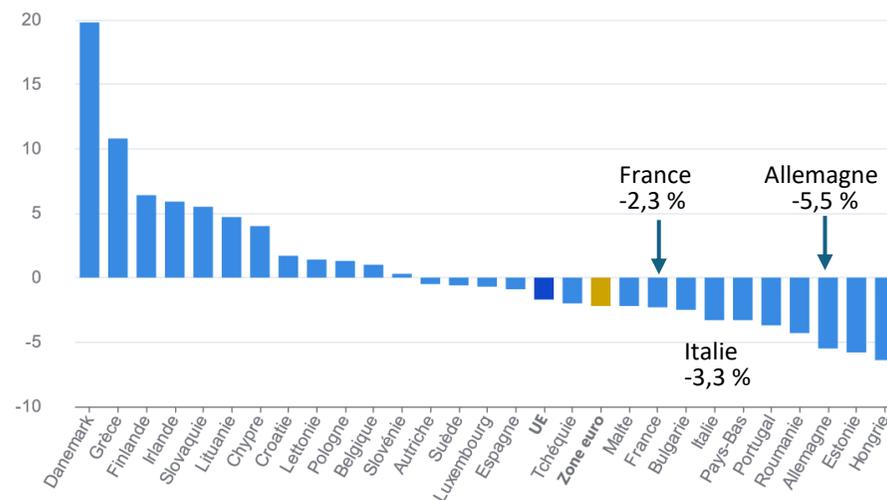
« Avril » correspond au 1er avril 2024. La Banque Centrale Européenne a annoncé une réduction de son taux directeur le 5 juin 2024.
É.-U. = États-Unis ; ZE = zone euro.

Sources : Bloomberg L.P. ; estimations des services du FMI.

ZONE EURO : UNE LÉGÈRE REPRISE DE L'ACTIVITÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2024 MAIS UNE BAISSÉ DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EUROPÉENNE

- Après 5 trimestres de stagnation, la croissance de la zone euro s'est redressée au 1^{er} semestre 2024 (+0,3 % au 1^{er} et au 2^e trimestre). Cette reprise est portée par le commerce extérieur, alors que la demande intérieure reste atone.
- De fortes disparités persistent entre les pays. L'économie allemande est à l'arrêt et ses difficultés (notamment dans l'automobile) pourraient rejaillir sur les exportations françaises. L'Espagne fait preuve d'une forte dynamique (+0,8 % au 2^e trimestre 2024). L'Italie, comme la France, a connu une croissance modérée (+0,2 %).
- Selon les prévisions de la Banque Centrale Européenne, la croissance annuelle moyenne du PIB en volume devrait s'établir à +0,8 % en 2024, avant d'atteindre +1,3 % en 2025.
- En août 2024, le taux d'inflation annuel reflue à +2,2 %, (contre +5,2 % il y a un an).
- En juillet 2024, la production industrielle dans la zone euro a diminué de -0,3 % par rapport au mois précédent, et de -2,2 % par rapport à juillet 2023.

Production industrielle en juillet 2024
(Variation par rapport à juillet 2023)



Sources : Eurostat, Euro-indicateurs
 Estimation du PIB au 2^e trimestre 2024 – 30/07/2024
 La production industrielle en juillet 2024 – 13/09/2024
 Le taux d'inflation annuel en août 2024 – 18/09/2024

NATIONAL : UNE CROISSANCE MODÉRÉE AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

- En France, l'année 2024 a démarré avec une croissance modérée (**+0,2 %** au 2^e trimestre après **+0,3 %** au 1^{er}).
- L'activité est uniquement **tirée par le commerce extérieur et les dépenses publiques, tandis que la demande intérieure est à l'arrêt**. L'investissement privé (des entreprises et des ménages) a diminué et la consommation de ces derniers a stagné.
- L'Insee prévoit **une croissance de +1,1 % en 2024**, comme en 2023. Un sursaut est prévu au 3^e trimestre (effet JO), suivi d'un repli de l'activité en fin d'année.
- Au 2nd semestre 2024, les entreprises continueraient à freiner leurs investissements, dans un contexte politique incertain et face aux signaux conjoncturels négatifs.
- En septembre 2024, **l'inflation en glissement annuel s'établit à +1,2 %**, après 1,8 % en août.

Évolution du Produit Intérieur Brut *

PIB 1^{er} trim 2024 : 595 694 millions €



Sources : Insee, [Point de conjoncture du 9 septembre 2024](#)

[Évolution du PIB au 2e trimestre 2024, Informations rapides N°213 – 30/08/2024](#)

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

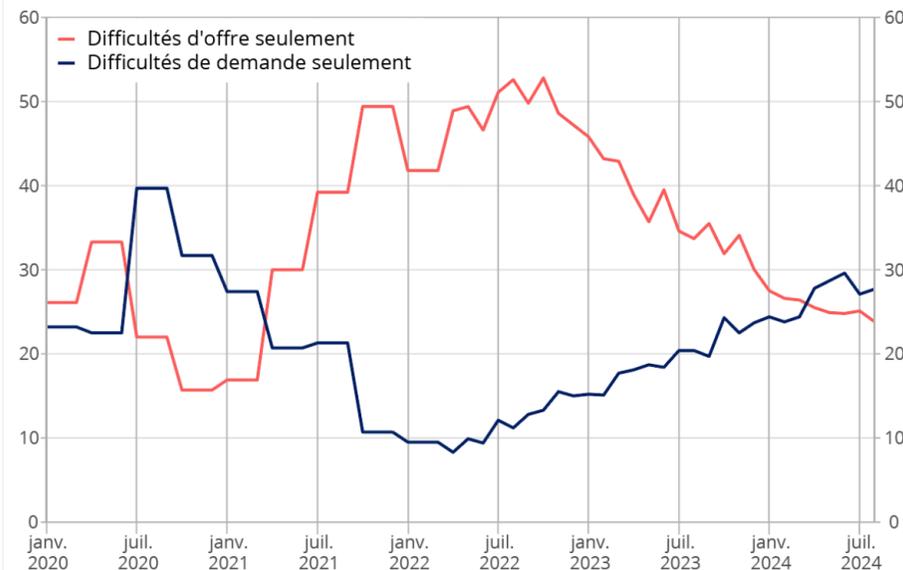
FOCUS INDUSTRIE : UN REcul DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

- En France, la production manufacturière des 3 derniers mois (mai à juillet) est inférieure à celle des 3 mêmes mois de l'année précédente (-3 %). La plupart des secteurs sont concernés à différents niveaux :

- **De fortes baisses dans l'industrie automobile** (-17,8 %), les machines et équipements (-11,1 %), le caoutchouc, plastiques et produits minéraux non métalliques (-7,4 %), les produits électroniques et optiques (-5 %), la métallurgie et produits métalliques (-4,1 %).
- **Une baisse modérée** dans le textile habillement cuir (-0,3 %), l'agroalimentaire (-0,9 %), la chimie (-2,5 %) et les équipements électriques (-2,8 %).
- **Une hausse de la production** dans l'industrie pharmaceutique (+4,5 %), le secteur du bois papier imprimerie (+1,3 %), les autres matériels de transports (+0,8 %).

- **Les contraintes de demande** dominant dans la plupart des secteurs, comme l'automobile et les biens qu'équipement.
- A l'inverse, **les carnets de commande sont bien garnis dans l'aéronautique**, où demeurent des contraintes d'offre (approvisionnement, main d'œuvre, capacités de production).

Difficultés d'offre et de demande dans l'industrie
(en %)



Lecture : en août 2024, 24 % des industriels ont rencontré des difficultés d'offre seulement, 28 % des difficultés de demande seulement.

Dernier point : août 2024.

Source : Insee, enquête de conjoncture dans l'industrie.

Source : Insee, [Point de conjoncture du 9 septembre 2024](#)
[Indice de production manufacturière, Informations rapides N°223 – 06/09/2024](#)

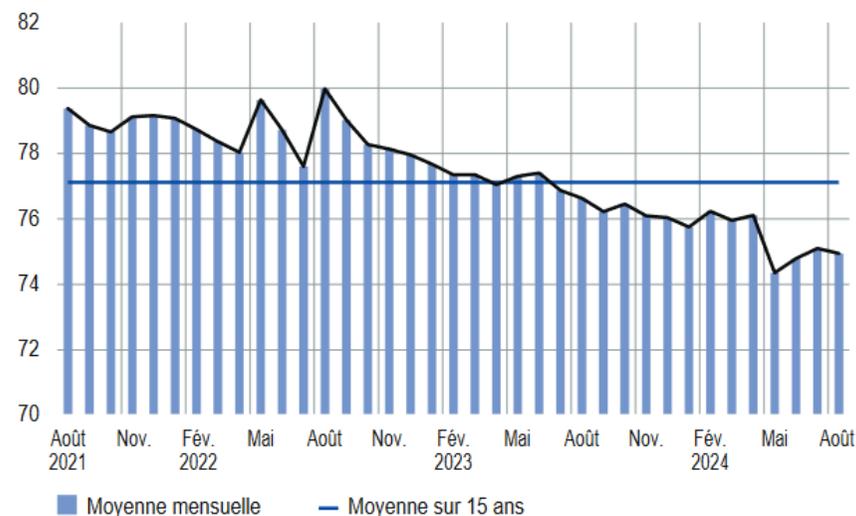
ENQUÊTES AUPRÈS DES DIRIGEANTS : LES ENTREPRISES FONT FACE À DES DIFFICULTÉS CROISSANTES

- Dans le baromètre trimestriel de Bpifrance Le Lab et @Rexecode, les dirigeants de TPE et PME se montrent inquiets quant au contexte politique incertain.
- Situation rare, les **contraintes de demande (actuelle et future) sont désormais plus fréquemment citées** que les difficultés de recrutement et deviennent **le premier frein à l'activité**. Les tensions sur les approvisionnements continuent quant à elles de se relâcher.
- Dans un contexte économique peu porteur, les TPE et PME revoient leurs intentions d'**investissement à la baisse**, et en particulier pour les investissements ayant un motif environnemental.
- **La désinflation** se propage jusqu'au tissu des PME/TPE. Dans ce contexte, les dirigeants se montrent un peu plus souvent inquiets quant à **l'évolution de la marge nette** de leur entreprise.
- La dernière enquête nationale de la Banque de France fait état de plusieurs difficultés pour les entreprises industrielles : dégradation des carnets de commande dans l'industrie, niveau élevé des stocks, faible taux d'utilisation des capacités de production. Les difficultés d'approvisionnement et de recrutement sont en recul.

Freins à la croissance des TPE et PME



Taux d'utilisation des capacités de production (en %)

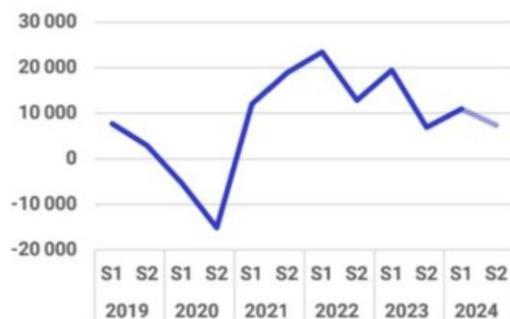


Sources : BPIFrance Le Lab, Baromètre TPE PME au 3e trimestre 2024 - 17/09/2024, 1108 dirigeants interrogés ; Banque de France, [Enquête mensuelle de conjoncture - 10/09/2024](#), 8500 dirigeants interrogés

FOCUS INDUSTRIE : UN SOLDE D'EMPLOIS ET D'USINES POSITIF, MAIS EN FORTE BAISSÉ PAR RAPPORT AU 1^{ER} SEMESTRE 2023

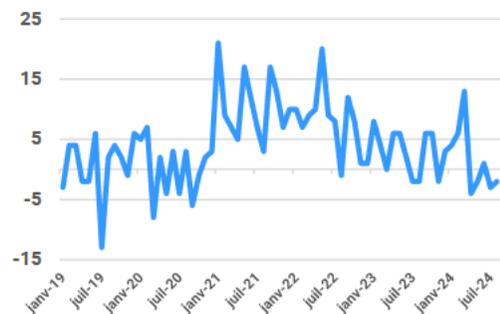
- Selon l'observatoire Trendero qui recense les annonces d'emplois et d'investissements en France, l'industrie présente un **solde net positif de 10 952 emplois** (différence entre les créations et les suppressions) au 1^{er} semestre 2024, **en retrait par rapport à 2023** (19 505).

Évolution semestrielle du solde net des créations et suppressions d'emplois dans l'industrie
(projection S2 2024)



- Un **solde positif de 18 usines** au 1^{er} semestre 2024, qui diminue de 30 % par rapport à 2023 : moins d'ouvertures et plus de fermetures d'usines.

Évolution du solde net mensuel des annonces d'ouverture et de fermeture d'usines



- Les **2 secteurs les plus dynamiques** au 1^{er} semestre 2024 sont les **équipements électriques** (avec un solde de 3 946 emplois) et la **construction aéronautique** (1 867).

Détail par secteur de l'évolution du solde net des créations et suppressions d'emplois industriels, entre le S1 2023 et le S1 2024

	S1 2023	S1 2024	écart
(27) Équipements électriques	4 197	3 946	-251
(30.3) Construction aéronautique et spatiale	3 889	1 867	-2 022
(15) Industrie du cuir et de la chaussure	879	915	36
(21) Industrie pharmaceutique	-402	700	1 102
(26) Matériel informatique, électronique et optique	4 066	694	-3 372
(25) Produits métalliques divers hors machines	1 426	637	-789
(22) Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	142	607	465
(30.1) Construction navale	310	468	158
(10) Industries alimentaires	333	260	-73
(23) Verre, plâtre, béton	215	-107	-322
(01) Cultures végétales et agriculture,		-194	-194
(17) Industrie du papier et du carton	-241	-213	28
(28) Moteurs hors automobile et aéronautique	523	-332	-855
(29) Industrie automobile	682	-469	-1 151
autres industries	3 486	2 173	-1 313
Total	19 505	10 952	-8 553

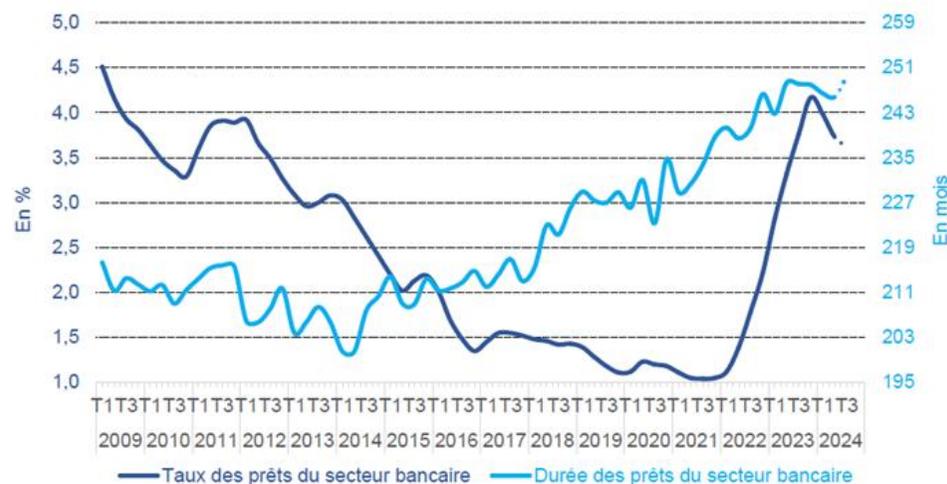
Source : Trendero, La baisse amorcée fin 2023 se poursuit – 19/09/2024

FOCUS BÂTIMENT : LA CRISE DU LOGEMENT SE MODÈRE MAIS RESTE D'ACTUALITÉ

- **Baisse de l'inflation** : Après avoir atteint un pic en février 2023 (6,3 %), l'inflation se maintient à un rythme de **2,3 %** sur un an depuis mars 2024. Le mois de septembre marque un nouveau décrochage à 1,2 %.
- **Baisse des taux** : Compte tenu de cette rapide décélération, la Banque Centrale Européenne a abaissé, en juin puis en septembre, ses taux directeurs et le mouvement devrait se poursuivre. L'impact s'en mesure déjà sur le marché. Ainsi, le taux moyen des crédits immobiliers aux particuliers, hors assurance et coût des sûretés, décroît depuis le début 2024 pour atteindre **3,62 %** en moyenne cet été, alors que la durée des prêts s'allonge à près de **250** mois sur la même période.
- **Le marché du crédit commence donc à se réouvrir**. Ainsi, le volume (en euros) de nouveaux prêts immobiliers aux ménages se redresse de **23,1 %** en glissement annuel sur 3 mois à fin août 2024, dont +27,5 % pour le neuf. Le mouvement ressort encore plus remarquable pour le nombre de prêts distribués, à **+48,6 %** pour l'ensemble, et même +69,0 % pour le neuf.

Pour autant, la Fédération Française du Bâtiment prévoit qu'il n'y aura de véritable reprise du marché qu'avec un desserrement du niveau de l'apport personnel demandé, en hausse continue depuis 2020. Pour ce faire, une des solutions consiste à redonner de la vigueur au Prêt à Taux Zéro sur l'ensemble du territoire.

Taux et durée des crédits immobiliers accordés aux particuliers

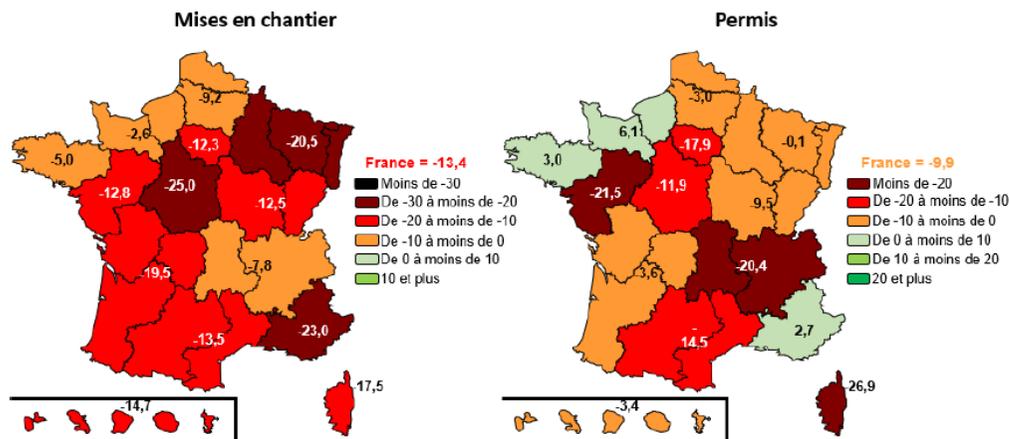


Sources : Observatoire Crédit Logement/CSA du financement des marchés résidentiels ; Fédération Française du Bâtiment – Tendances récentes du Bâtiment – Septembre 2024

FOCUS BÂTIMENT : LA SITUATION DU LOGEMENT NEUF SE DÉGRADE UN PEU MOINS FORTEMENT

- En glissement annuel sur 7 mois à fin juillet 2024, **les mises en chantier et les permis chutent** encore de **13,4 %** et **9,9 %** mais, sur 3 mois, ne reculent plus que de 4,3 % et 6,4 %.
- Plus en détail, dans **l'individuel**, les ouvertures de chantier continuent de chuter encore fortement, à respectivement **-22,5 %** (à 7 mois) et -23,0 % (à 3 mois). En revanche, la baisse des autorisations se tasse sur 3 mois à -8,4 %, contre -14,3% (à 7 mois).
- **Le collectif** ressort mieux orienté. De fait, le repli de **5,5 %** des mises en chantier en glissement annuel sur 7 mois à fin juillet 2024 laisse place à un rapide rebond de 11,1 % sur 3 mois. Il s'alimente du programme non pérenne de rachat du stock des promoteurs par Action Logement et CDC Habitat. D'ailleurs, les permis pour ce segment restent clairement orientés à la baisse, en glissement annuel sur 7 comme sur 3 mois, respectivement de 7,1 % et 5,3 %.
- **La tendance 2024 en rythme annuel** corrigé des variations saisonnières ressort à **260 000 logements commencés** (individuel et collectif), ce qui constitue toujours un plus bas historique depuis 1986, sans doute même depuis la fin des années 1950.

Évolution régionale des mises en chantier et autorisations de logements en glissement annuel sur 7 mois à fin juillet 2024 (en %)



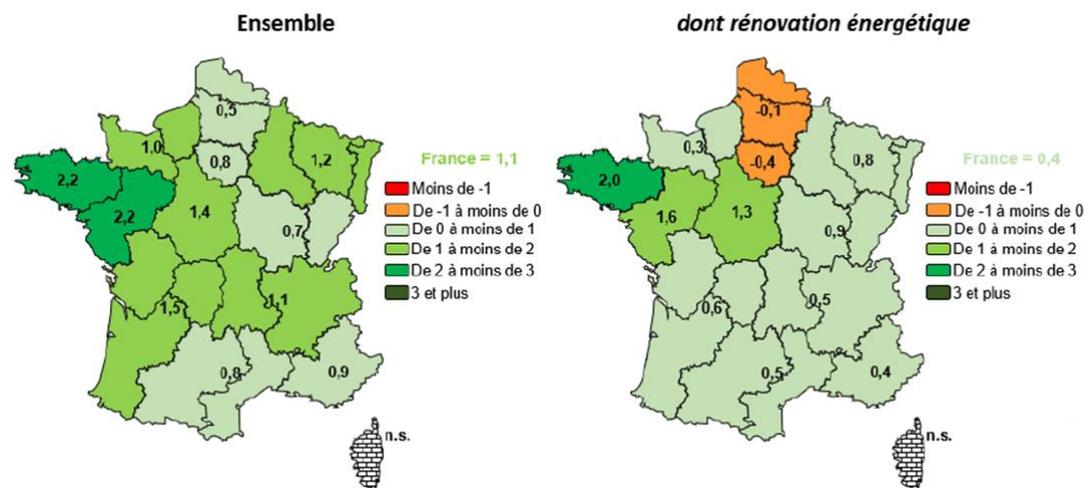
Source : MTECT/CGDD/SDES, Sti@del2

Source : Fédération Française du Bâtiment – Tendances récentes du Bâtiment – Septembre 2024

FOCUS BÂTIMENT : UN RALENTISSEMENT SUR LE MARCHÉ DE L'AMÉLIORATION-ENTRETIEN

- Le ralentissement sur le marché de l'amélioration-entretien se poursuit avec une hausse de l'activité en volume limitée à **+1,1 %** en glissement annuel au 2^e trimestre 2024, après +1,7 % le trimestre précédent.
- Ce tassement s'explique notamment par celui de la rénovation énergétique tant côté logement, qui ne progresse plus du fait de la réforme trop brutale de MaPrimeRénov', que non résidentiel, qui passe en un trimestre de +7,4 % à +2,3 % sur un an.

Évolution de l'activité en amélioration-entretien en glissement annuel sur le 2^e trimestre 2024 régionale (en % et en volume)

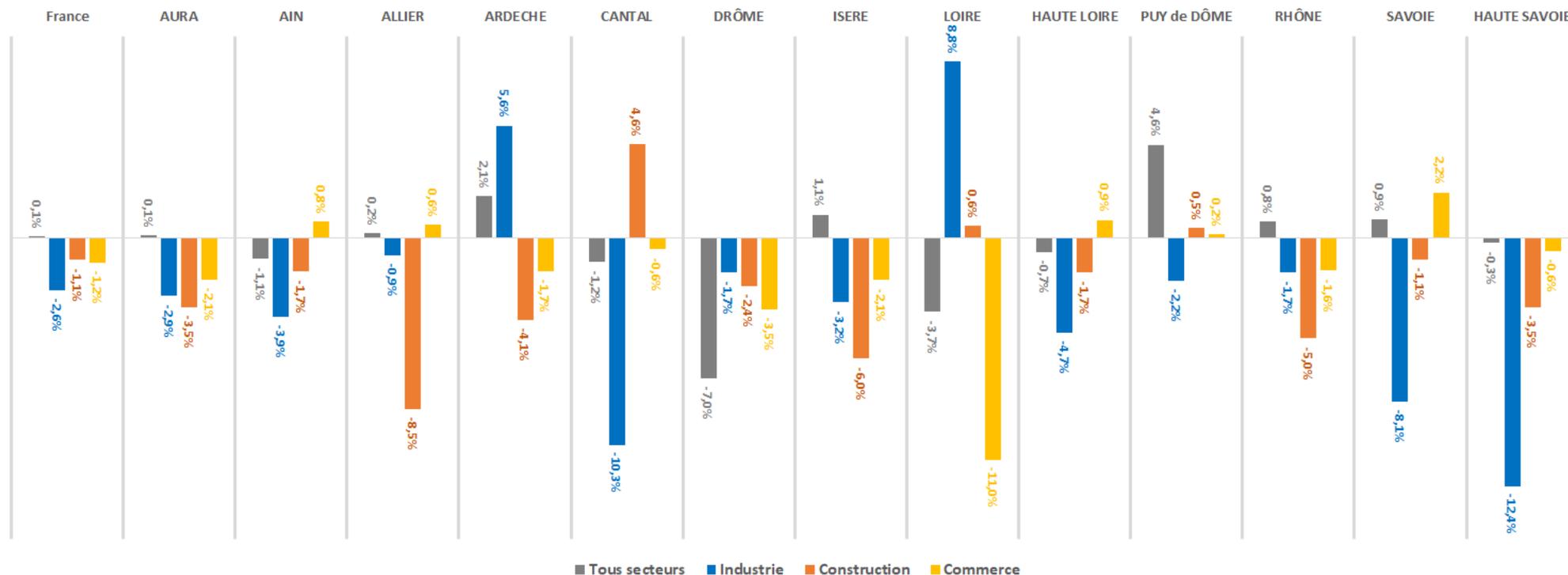


Source : FFB/Réseau des Cerc

Source : Fédération Française du Bâtiment – Tendances récentes du Bâtiment – Septembre 2024

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES : 1^{ER} SEMESTRE 2024/2023

Évolution du chiffre d'affaires des entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes assujetties à la TVA
entre les 1^{ers} semestres 2023 et 2024

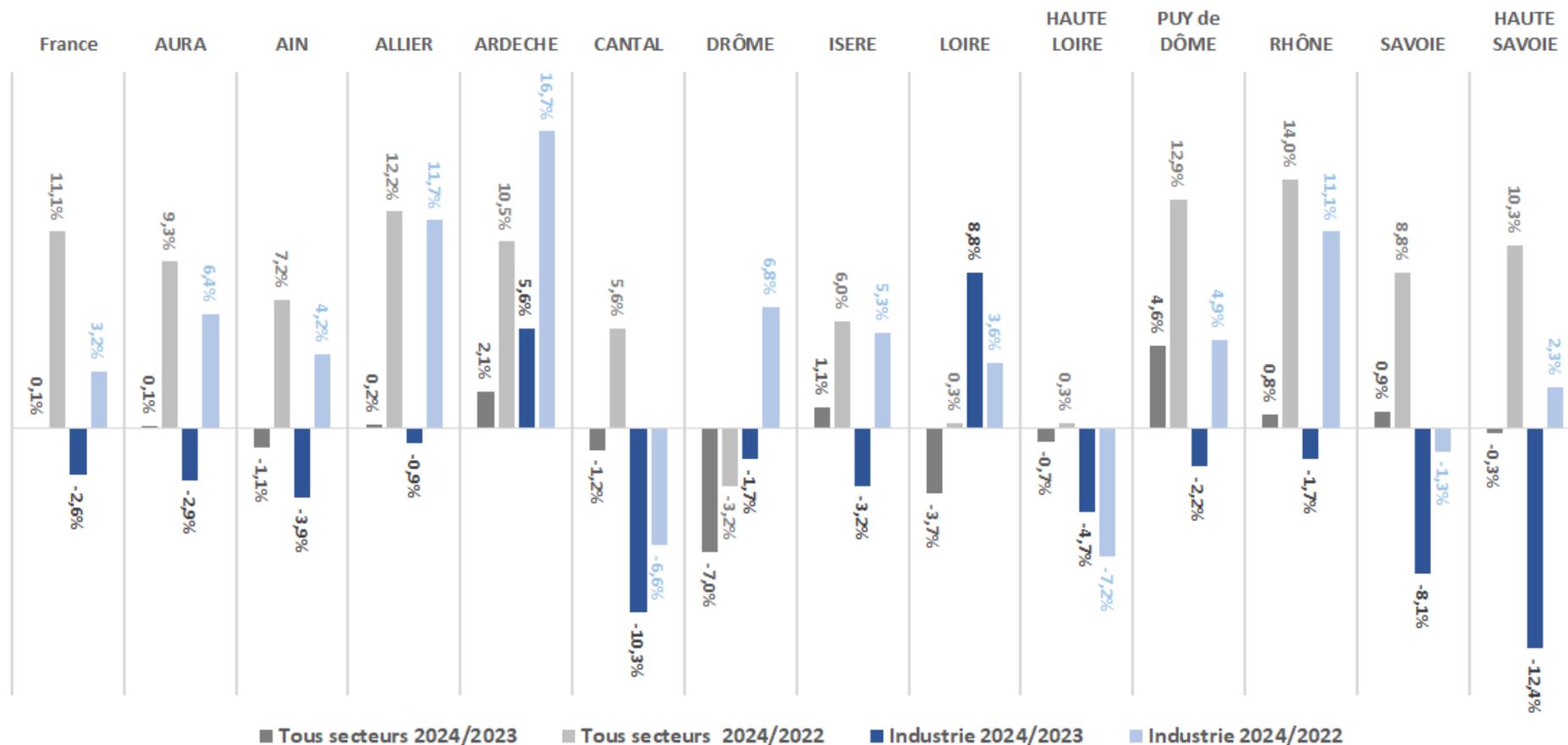


La hausse des chiffres d'affaires inclut un effet prix lié à la hausse des prix des matières premières et de l'énergie. Il n'est pas possible d'isoler cet effet prix de l'effet volume.
A noter : dans la région, les 3 secteurs détaillés ici représentent les deux-tiers du CA global.

Source : Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2024 - traitement ARAE
* Commerce : y compris réparation d'automobiles et de motocycles

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES : 1^{ER} SEMESTRE 2024/2023/2022

Évolution du chiffre d'affaires des entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes assujetties à la TVA
entre les 1^{ers} semestres 2022, 2023 et 2024



Source : Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2024 - traitement ARAE

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES : UNE STABILITÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2024 PAR RAPPORT À 2023

- Sur le 1^{er} semestre 2024, toutes activités confondues, le chiffre d'affaires régional a atteint environ **287 867 millions d'euros** et **reste stable** sur un an, comme au niveau au niveau national (+0,1 %). Le chiffre d'affaires sur cette période est en **diminution dans l'industrie, la construction et le commerce** et à des taux légèrement supérieurs au niveau national.
- Toutefois, les augmentations du chiffre d'affaires sur la dernière année étaient toujours à relativiser avec un taux d'inflation important, car ils ne reflétaient pas forcément une augmentation en volume. Nous sommes désormais sur un niveau d'inflation en recul par rapport à celui de 2023.
- La majorité des départements de la région ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires sur le 1^{er} semestre 2024, sauf : **Le Puy de Dôme (+4,6 %)**, **l'Ardèche (+2,1 %)**, **l'Isère (+1,1 %)**, **la Savoie (+0,9 %)**, **le Rhône (+0,8 %)**, **l'Allier (+0,2 %)**.
- Tous les chiffres d'affaires sur la même période, mais **par rapport à l'année 2022**, sont eux en progression, tant au niveau national, que régional et départemental, sauf pour la Drôme (-3,2 %).

Focus Industrie : une baisse du chiffre d'affaires entre 2023 et 2024

Sur le 1^{er} semestre 2024 par rapport à 2023, la baisse du chiffre d'affaires régional de **l'industrie** s'élève à **-2,9 %**, un peu supérieure au niveau national (-2,6%).

L'évolution de **l'industrie** reste positive uniquement pour la **Loire (+8,8 %)** et **l'Ardèche (+5,6 %)**.

C'est la première fois depuis des mois que l'activité industrielle baisse dans de nombreux départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Néanmoins, **par rapport au 1^{er} semestre 2022**, le chiffre d'affaires dans l'industrie affiche une hausse de **+6,4 %** dans la région, contre +3,2 % au niveau national.

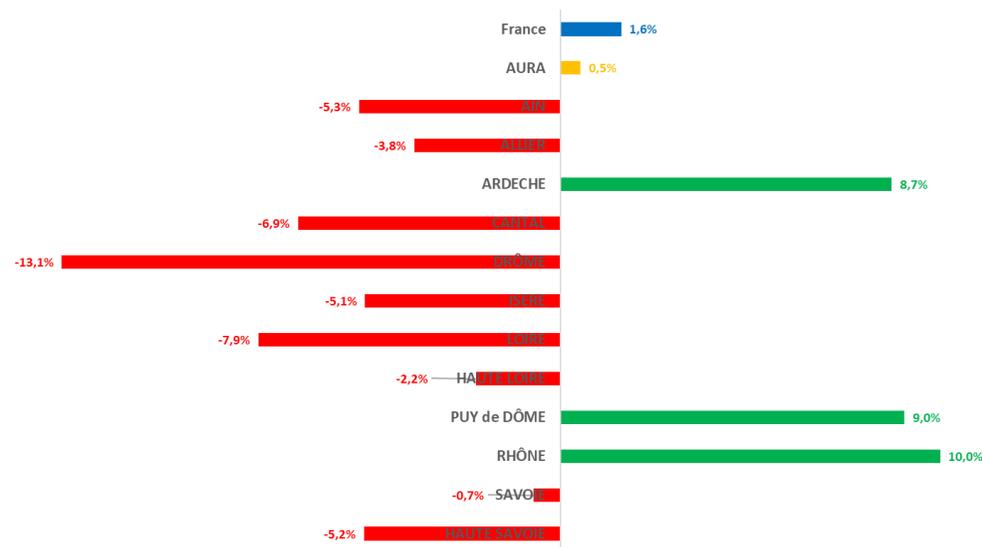
NOUVEAU : Les indicateurs de chiffre d'affaires et d'investissement (TVA déductible sur les immobilisations) correspondent aux données figurant sur les déclarations de TVA déposées par les acteurs économiques de la région et portent désormais sur la **période d'activité des entreprises et non plus sur la date de déclaration auprès de l'administration fiscale (depuis les années 2022)**.

Source : Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2024 - traitement ARAE

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES : AU 1^{ER} SEMESTRE 2024, UN COUP D'ARRÊT À LA DYNAMIQUE

- Sur le 1^{er} semestre de l'année 2024, les investissements des entreprises régionales ne progressent que très légèrement sur un an (+0,5 % contre +1,6 % en France).
- Tous les départements de la région n'ont pas eu le même niveau de croissance de leurs investissements sur la période :
 - seuls 3 départements enregistrent une progression du niveau d'investissement de leurs entreprises sur la période :
 - le Rhône (+10 %),
 - le Puy de Dôme (+9 %),
 - l'Ardèche (+8,7 %) ;
 - tous les autres départements voient leur niveau d'investissements chuter sur le 1^{er} semestre, après des mois de progression.

Évolution des investissements des entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes entre les 1^{ers} semestres 2023 et 2024

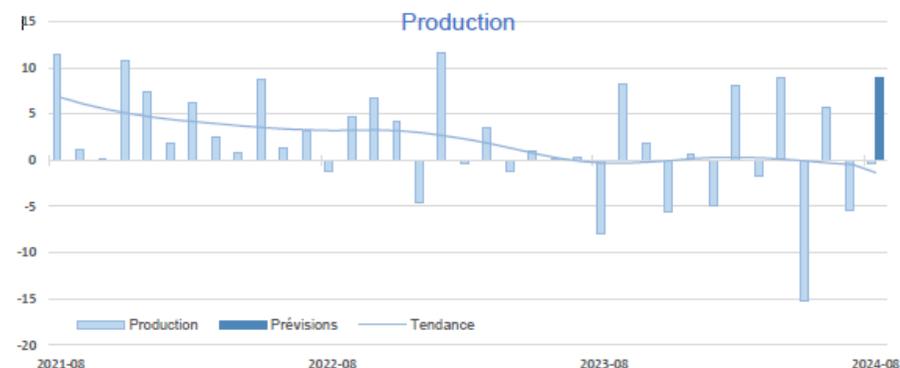


Source : Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2024 - traitement ARAE
* Commerce : y compris réparation d'automobiles et de motocycles

INDUSTRIE : UNE STABILISATION DE L'ACTIVITÉ AU MOIS D'AOÛT

- La production industrielle régionale s'est tout juste stabilisée en août alors qu'elle a continué de progresser au plan national.
- Les commandes globales sont restées atones, malgré une légère reprise des débouchés export, masquant des évolutions contrastées selon les secteurs.
 - L'activité a fortement diminué dans :
 - les produits caoutchouc et autres produits non métalliques,
 - le textile-habillement-cuir,
 - les produits informatiques-électroniques-optiques,
 - les fabrications d'équipements électriques.
 - En revanche, la production s'est inscrite en hausse dans :
 - le secteur de l'automobile,
 - l'industrie agroalimentaire,
 - l'industrie chimique et pharmaceutique,
 - la filière bois-papier-carton.
- Les effectifs globaux se sont légèrement contractés.
- Les prix des matières ainsi que des produits finis ont légèrement diminué.

Estimation de l'activité dans l'industrie



Fabrication de machines et équipements

Le repli de la demande étrangère et domestique a engendré une légère baisse de l'activité. Le rythme des livraisons a continué de se renforcer, toutefois le niveau des stocks demeure supérieur à l'attendu. Les prix de vente ont été stables et devraient le rester. Malgré des carnets qui ont perdu en consistance, l'activité s'intensifierait dans les semaines à venir.

Métallurgie et fabrication de produits métalliques

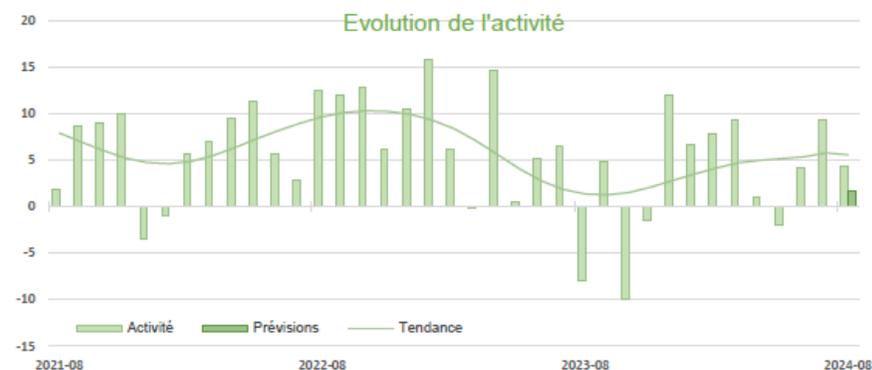
La production est restée sur une tendance baissière, cependant moins marquée que le mois dernier. Les entrées de commandes se sont à peine maintenues, malgré une demande en provenance de la filière aéronautique toujours dynamique. Certaines entreprises ont encore eu recours au chômage partiel. Les carnets de commandes restent jugés étoffés et permettent d'anticiper un redressement de l'activité à court terme.

Source : Banque de France, [Tendances régionales – Auvergne-Rhône-Alpes- Août 2024](#)

SERVICES MARCHANDS : UNE PROGRESSION AU RALENTI

- Dans les services marchands, l'activité a progressé, toutefois à un rythme ralenti par rapport au mois précédent et à la tendance nationale.
- L'activité des services marchands a progressé en août grâce au **dynamisme de l'hébergement-restauration et des activités juridiques et comptables**.
- Si le courant d'affaires est resté stable pour l'ingénierie-études techniques, en revanche, les secteurs du travail temporaire, du transport routier de fret et des activités informatiques ont nettement reculé.
- **Les tarifs des prestations** se sont stabilisés.
- **Les effectifs** se sont renforcés malgré des difficultés de recrutement pour des profils spécifiques.

Estimation de l'activité des services marchands



Restauration

L'activité de restauration a été particulièrement soutenue, notamment dans les zones touristiques. En revanche, la demande est restée atone dans la restauration rapide et le ticket moyen a sensiblement diminué. Les effectifs se sont étoffés grâce à l'atténuation des difficultés de recrutement. Les prévisions pour septembre restent prudentes, anticipant un léger retrait de l'activité.

Agences de travail temporaire

L'activité n'a pas réussi à se maintenir en ce mois d'août, perturbée par de nombreuses fermetures de sites. Les effectifs ainsi que les prix ont été plutôt stables et évolueraient peu le mois prochain. Le niveau des trésoreries demeure plutôt confortable. Selon les professionnels, activité et demande évolueraient peu au cours des prochaines semaines, se maintenant à un faible niveau.

Source : Banque de France, *Tendances régionales – Auvergne-Rhône-Alpes- Août 2024*

BÂTIMENT - TRAVAUX PUBLICS : SOUS SURVEILLANCE DANS LA RÉGION

Bâtiment

- A la fin juillet 2024 et en cumul sur trois mois, les **misés en chantier de logements** progressent légèrement (+5,6 %), portées par le collectif mais les perspectives restent mal orientées avec un nouveau niveau plancher atteint pour les autorisations. Côté locaux, la croissance peine à s'installer avec de grandes disparités selon les segments et des autorisations toujours en recul. **Les volumes de commercialisation de logements neufs** sont au plus bas au 2^e trimestre même si la baisse ralentit.
- Parallèlement, la croissance de **l'activité entretien-rénovation** ralentit nettement (+1,8 % en volume) avec des carnets de commandes qui retrouvent le niveau du 1^{er} trimestre 2023.

Travaux Publics

- Au cours du 2^e trimestre 2024, les entrepreneurs de Travaux Publics témoignent d'une **activité** plutôt stable avec un solde d'opinion légèrement négatif (-6). **L'insuffisance de la demande et de personnel**, associées désormais aux conditions climatiques représentent les principales préoccupations des entreprises. **Les carnets de commandes** se sont légèrement regarnis avec des perspectives plutôt favorables pour le 3^e trimestre 2024.

Emploi

- Au 2^e trimestre, **l'emploi intérimaire** continue de se réduire sur un an (17 900 ETP ; -11,6 %), même si le volume demeure supérieur à la moyenne de longue période. Le **nombre de demandeurs d'emploi** se replie (-3,3 % vs T2 2023) atteignant plus de 20 300 demandeurs.
- Au 1^{er} trimestre 2024, le **recul de l'emploi salarié** s'intensifie dans la construction : 203 130 salariés (apprentis inclus) recensés, soit un repli de -1,5 % vs T1 2023.

Les derniers chiffres du BTP en Auvergne-Rhône-Alpes

	Evolution sur 12 mois		Sur 3 mois	
Logements autorisés à fin juil. 2024	43 700 logts	-19,7% ▼	-20,8%	▼
Logements mis en chantier à fin juil. 2024	36 700 logts	-20,8% ▼	+5,6%	▲
Mises en vente de logements⁽¹⁾ à fin 2 ^e trim. 2024	10 682 logts	-34,9% ▼	-29,4%	▼
Réservations de logements en bloc à fin 2 ^e trim. 2024	7 965 logts	+39,7% ▲	+99,6%	▲
Surfaces de locaux autorisés à fin juil. 2024	4 666 mill. m ²	-12,3% ▼	-11,3%	▼
Surfaces de locaux mis en chantier à fin juil. 2024	2 800 mill. m ²	-1,6% ▼	+11,6%	▲
Volume d'entretien-rénovation⁽²⁾ au 1 ^{er} trim. 2024		+1,8% ▲		
Carnet commandes entretien-réno à fin du 1 ^{er} trim. 2024	17,6 semaines	-0,3		

Dynamique du dispositif MaPrimeRénov' Parcours par geste au T2 2024 :
126M€ de travaux (-54% sur un an) et 7 614 dossiers engagés acceptés (-60%)

Sur 12 mois : l'évolution correspond au cumul des données 12 mois rapportées à la même période de l'année précédente. Sur 3 mois : le niveau correspond au cumul sur les 3 derniers mois à la date indiquée. L'évolution est calculée par rapport à la même période de l'année précédente. (1) à destination des particuliers ; (2) Evolution du montant de facturation des entreprises pour des travaux.

	Evol. 12 mois	Sur 3 mois
Activité récente au 2^e trim. 2024 (solde d'opinion, évol. moyenne même trimestre)	-6 ▼	
Prévisions d'activité pour le 3^e trim. 2024 (solde d'opinion, évol. moyenne même trimestre)	+11 ▼	
Carnets de commandes au 2^e trim. 2024 (1)	5,4 mois ▲	5,7 mois ▲

(1) Sur 12 mois : l'évolution correspond à la moyenne des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents. Sur 3 mois : l'évolution correspond au nombre de mois du dernier trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente.

	Evolution sur 12 mois		Sur 3 mois	
Salariés Construction à fin 1 ^{er} trim. 2024	204 603 sal.	-1,1% ▼	203 132 sal.	-1,5% ▼
Intérimaires Construction⁽³⁾ à fin juin 2024	17 087 ETP	-8,7% ▼	17 863 ETP	-11,6% ▼
Demandeurs d'emploi⁽⁴⁾ à fin 2 ^e trim. 2024	22 556 DEFM	+0,8% ➡	20 312 DEFM	-3,3% ▼

Sur 12 mois : l'évolution correspond à la moyenne des indicateurs sur les 12 derniers mois par rapport à la même période de l'année précédente. Sur 3 mois : le niveau correspond à la moyenne sur les 3 derniers mois à la date indiquée. L'évolution est calculée par rapport à la même période de l'année précédente sauf mention contraire.
Les données sur les effectifs salariés incluent désormais les apprentis. En conséquence, le nombre de salariés est plus élevé que celui affiché des publications précédentes. L'évolution est calculée sur cette série corrigée et non à partir des publications précédentes.
(1) En équivalent temps plein
(2) Nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A recherchant un emploi dans la Construction à la fin de la période indiquée
(3) En équivalent temps plein

Source : [CERC Auvergne-Rhône-Alpes : L'essentiel de la conjoncture - Filière Construction](#)

ETP : équivalent temps plein

DÉCLARATIONS D'EMBAUCHE DANS L'INDUSTRIE : UN RECU SUR LES DEUX DERNIERS TRIMESTRES

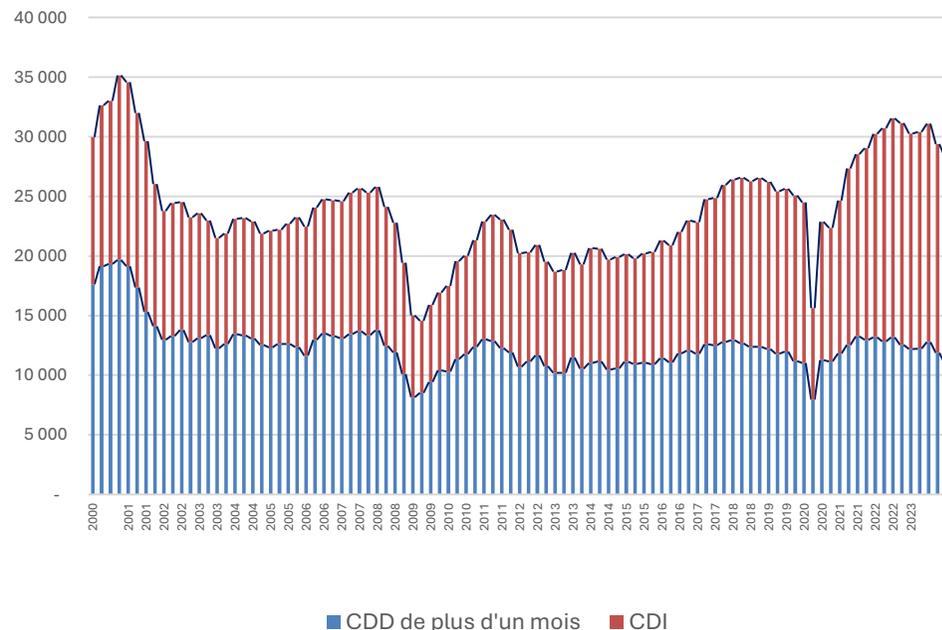
- Dans l'industrie, **28 314** déclarations préalables à l'embauche (DPAE) de plus d'un mois ont été enregistrées au 1^{er} trimestre 2024 en Auvergne-Rhône-Alpes, soit 10 % de l'ensemble des secteurs. 61 % sont des embauches en CDI contre 47 % dans les autres secteurs.
- Le nombre de DPAE de plus d'un mois a reculé de **-3,7 %** au 1^{er} trimestre 2024 et de **-5,2 %** au trimestre précédent. Sur un an, les recrutements dans l'industrie ont baissé de **-6,5 %**, mais le volume des DPAE reste supérieur de 13 % à la moyenne décennale (24 950 DPAE). A titre comparatif, en France, les DPAE de plus d'un mois dans l'industrie ont baissé de -6,2 % sur un an et de -2,0 % au 1^{er} trimestre 2024.
- **Tous secteurs confondus**, les déclarations d'embauche sont en retrait depuis trois trimestres consécutifs (et de **-2,2 %** au cours du 1^{er} trimestre 2024). Au 1^{er} trimestre 2024, les déclarations d'embauche sont en repli dans tous les secteurs, la construction accusant la plus forte baisse.

Déclarations préalables à l'embauche au 1^{er} trimestre 2024 dans l'industrie en Auvergne-Rhône-Alpes (hors intérim)

28 314
DPAE de plus d'un mois

Dont **61%**
de DPAE en CDI

DPAE de plus d'1 mois par type de contrat

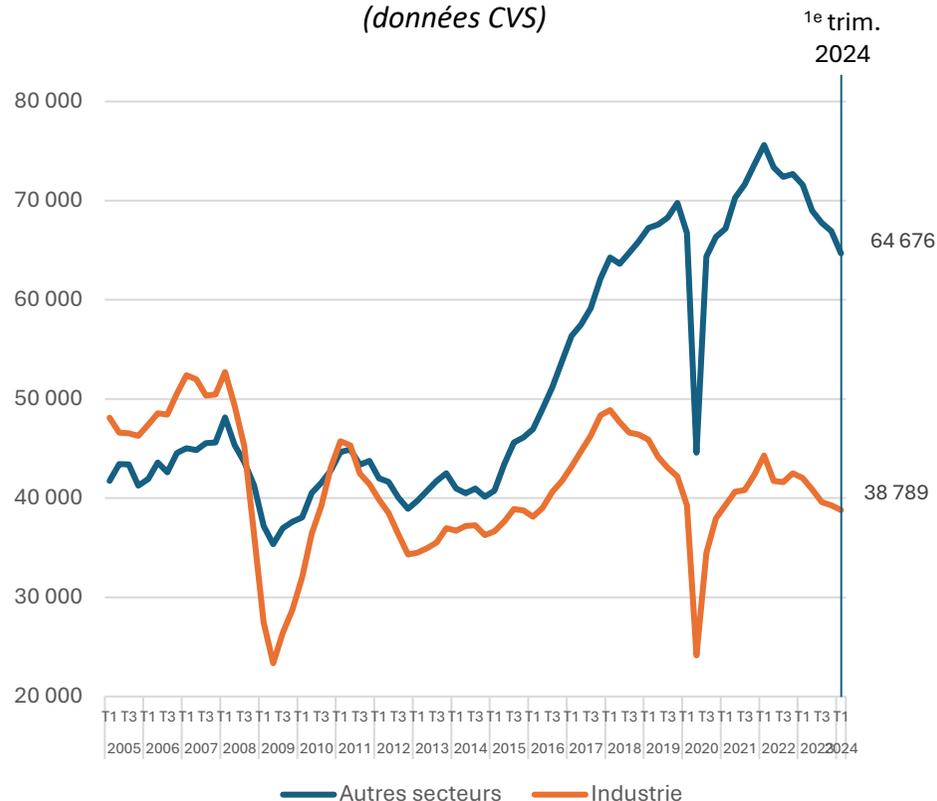


Source : [Acof-Urssaf Open data](#) : « Déclarations préalables à l'embauche de plus d'un mois par région, département et grand secteur ». NB : Les données sont provisoires, notamment pour le dernier trimestre, compte tenu des déclarations retardataires qui font l'objet d'une estimation. Les évolutions récentes peuvent donc donner lieu à révision.

EMPLOI INTÉRIMAIRE : EN REPLI DEPUIS DEUX ANS

- A la sortie de la crise sanitaire, l'emploi intérimaire a connu une très forte hausse. Mais cette tendance s'est inversée en 2022. Depuis deux ans, l'emploi intérimaire est orienté à la baisse en région comme en France.
- Tous secteurs confondus, l'emploi intérimaire, qui totalise **103 465** équivalents temps plein (ETP), est en retrait de **-7,1 % sur un an** en Auvergne-Rhône-Alpes (contre -5,2 % en France). Il recule de **-2,6 % au 1^e trimestre 2024** et de **-1,6 % au 2^e trimestre**.
- **L'industrie** concentre 37 % des emplois intérimaires, la construction 16 % et la logistique (transport et entreposage) 14 %.
- Dans **l'industrie**, l'intérim recule de **-1,3 %** au 1^{er} trimestre 2024 (contre -3,4 % dans les autres secteurs utilisateurs) et de **-7,7 % sur un an** (contre -9,6 % dans les autres secteurs).

Auvergne-Rhône-Alpes : évolution trimestrielle de 2005 à 2024 des ETP intérimaires par secteur d'activité
(données CVS)



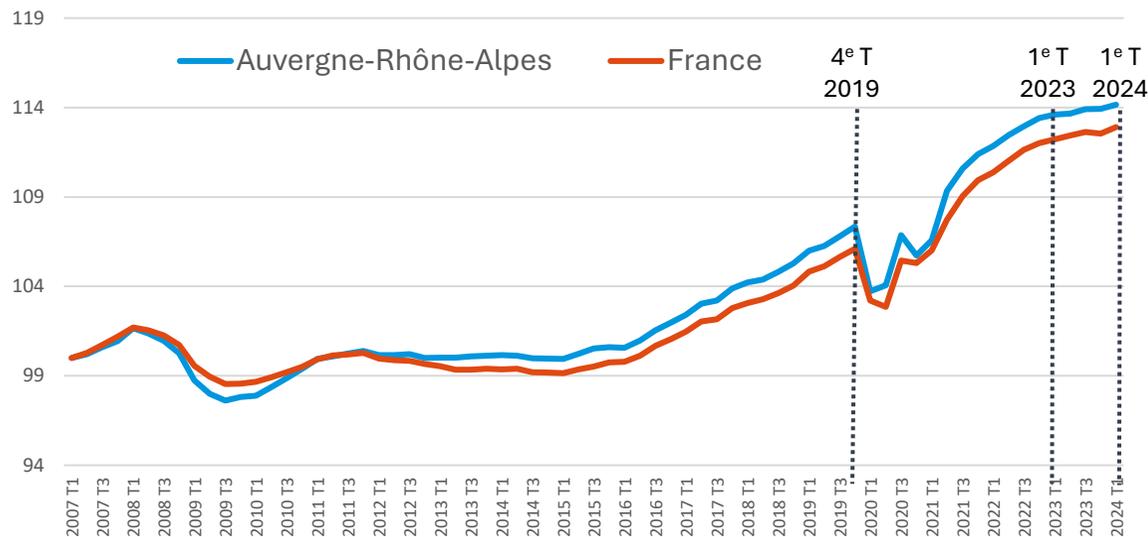
Source : DREETS, [Evolution trimestrielle des ETP intérimaires par secteur d'activité - données CVS](#)
DARES [Déclarations sociales nominatives \(DSN\)](#) et [fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim](#).

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ : UNE FAIBLE CROISSANCE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024

- Fin mars 2024, Auvergne-Rhône-Alpes compte **2 504 000** emplois salariés dans le secteur privé.
- **Au 1^{er} trimestre 2024**, dans un contexte macroéconomique ralenti, l'emploi a augmenté faiblement dans la région (**+0,2 %**), après une stabilité au trimestre précédent. A titre comparatif, la hausse s'élève à **+0,3 %** en France (après **-0,1 %**).
- **Sur un an** (du 1^{er} trimestre 2023 au 1^{er} trimestre 2024), la région a enregistré **12 300** emplois supplémentaires, soit une croissance de **+0,5 %** (+0,6 % en France).

Selon les dernières données du **2^e trimestre 2024**, l'emploi marque le pas tant au niveau national que régional (**-0,1 %**).

Évolution de l'emploi salarié privé
(base 100 au 1^{er} trimestre 2007)



Évolution trimestrielle de l'emploi salarié privé (en %)

	Région	France
1 ^{er} trim. 2023	+0,2 %	+0,2 %
2 ^e trim. 2023	+0,1 %	+0,2 %
3 ^e trim. 2023	+0,2 %	+0,2 %
4 ^e trim. 2023	+0,0 %	-0,1 %
1 ^{er} trim. 2024	+0,2 %	+0,3 %

Source : [Acosse -Urssaf -Dares](#), Effectifs salariés du secteur privé (hors agriculture), données CVS, provisoires pour le dernier trimestre. Effectifs YC alternants

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ : DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES SELON LES SECTEURS

- En dehors des intérimaires, l'emploi « permanent » résiste dans l'industrie et les services, à la différence de la construction.
- Au 1^{er} trimestre 2024, la **construction** compte **203 130** salariés. La baisse de l'emploi se poursuit pour le 6^e trimestre consécutif. **Sur un an, 3 090 postes ont disparu** dans la région, soit une baisse un peu supérieure à l'évolution nationale (-1,5 % contre -1,3 %).
- **L'emploi industriel** connaît une hausse ininterrompue depuis début 2021, mais le rythme tend à ralentir. Au 1^{er} trimestre 2024, l'industrie régionale compte **506 100** salariés et a gagné **830** emplois (+1 090 au trimestre précédent). **Sur un an**, ce secteur compte **5 000** emplois supplémentaires (+1 % comme au niveau national).
- **Les activités de commerce et les services** (hors intérim) ont bénéficié d'un léger rebond au 1^{er} trimestre 2024 (+0,5 % après une stabilité au 4^e trimestre 2023). **Sur un an**, elles ont créé **16 320** emplois en Auvergne-Rhône-Alpes (+1 % identique à l'évolution nationale).

Méthodologie : les données d'emploi par secteur sont issues des déclarations des entreprises et n'intègrent pas les intérimaires, comptabilisés dans le secteur de l'intérim.

Auvergne-Rhône-Alpes : évolution de l'emploi salarié privé par secteur (en %)

	Emploi au T1 2024	Évol. trim. / T4 2023	Évol. An. / T1 2023
Industrie	506 103	+0,2%	+1,0%
Construction	203 132	-0,7%	-1,5%
Tertiaire hors intérim	1 688 369	+0,5%	+1,0%
<i>Commerce</i>	404 270	+0,0%	+0,3%
<i>Hôtellerie café restauration</i>	157 053	+1,0%	+1,5%
<i>Autres services marchands</i>	824 559	+0,5%	+1,0%
<i>Services non marchands</i>	302 487	+0,7%	+1,6%
Intérim*	106 398	-2,1%	-5,3%
Total	2 504 002	+0,2%	+0,5%

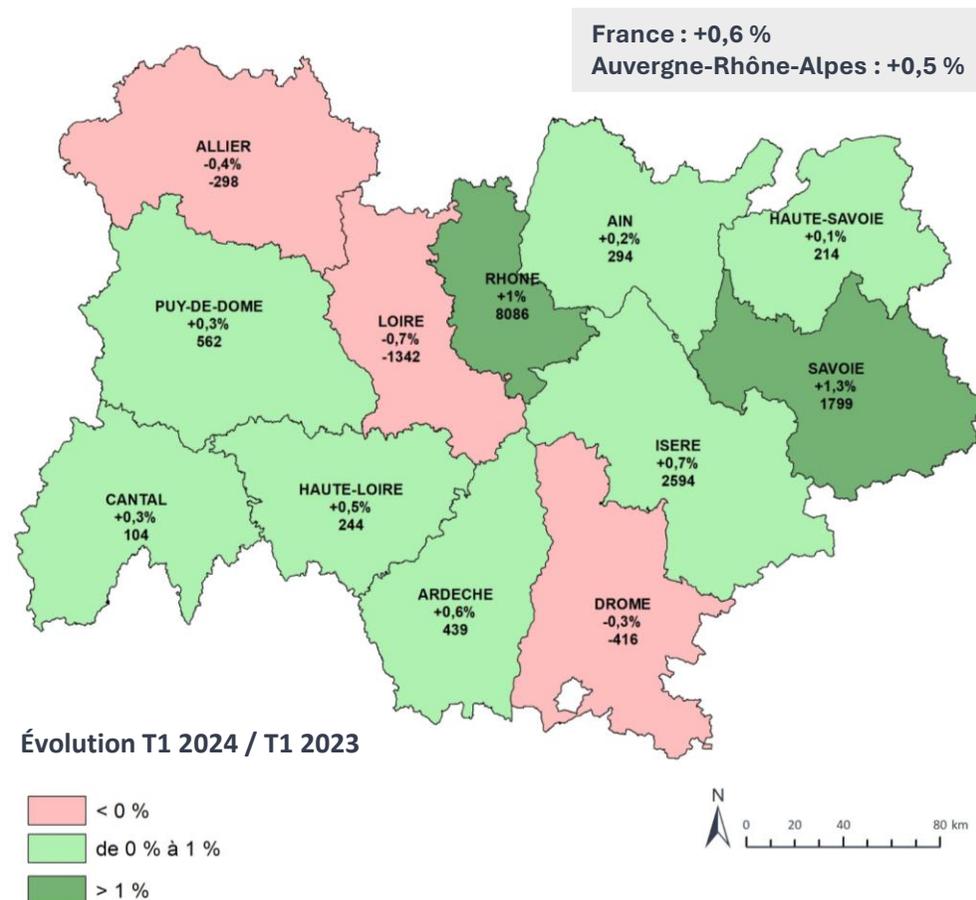
Source : *Acoff - Urssaf - Dares*, Effectifs salariés du secteur privé (hors agriculture), données CVS, provisoires pour le dernier trimestre. Effectifs y compris alternants

*Nombre d'intérimaires par région de l'établissement de travail temporaire (ETT) : le périmètre n'est pas le même que sur la slide sur l'intérim, ce qui explique les différences d'évolution.

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ : UNE BAISSSE DANS 3 DÉPARTEMENTS

- Sur un an (entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2024), l'emploi salarié privé a augmenté de **+0,5 %** en Auvergne-Rhône-Alpes.
- Deux départements se démarquent par une croissance de l'emploi plus élevée :
 - la Savoie (**+1,3 %**),
 - le Rhône (**+1 %**).
- Avec **8 090** emplois supplémentaires sur un an, le Rhône concentre les deux tiers des créations d'emplois de la région, alors qu'il ne représente qu'un tiers du total de l'emploi. Bénéficiant d'une forte attractivité, le plus grand pôle économique de la région tend à se renforcer.
- A l'inverse, 3 départements ont subi des pertes nettes d'emplois :
 - la Loire (**-1 340**),
 - l'Allier (**-300**),
 - la Drôme (**-420**).

Évolution de l'emploi salarié privé par département
entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2024



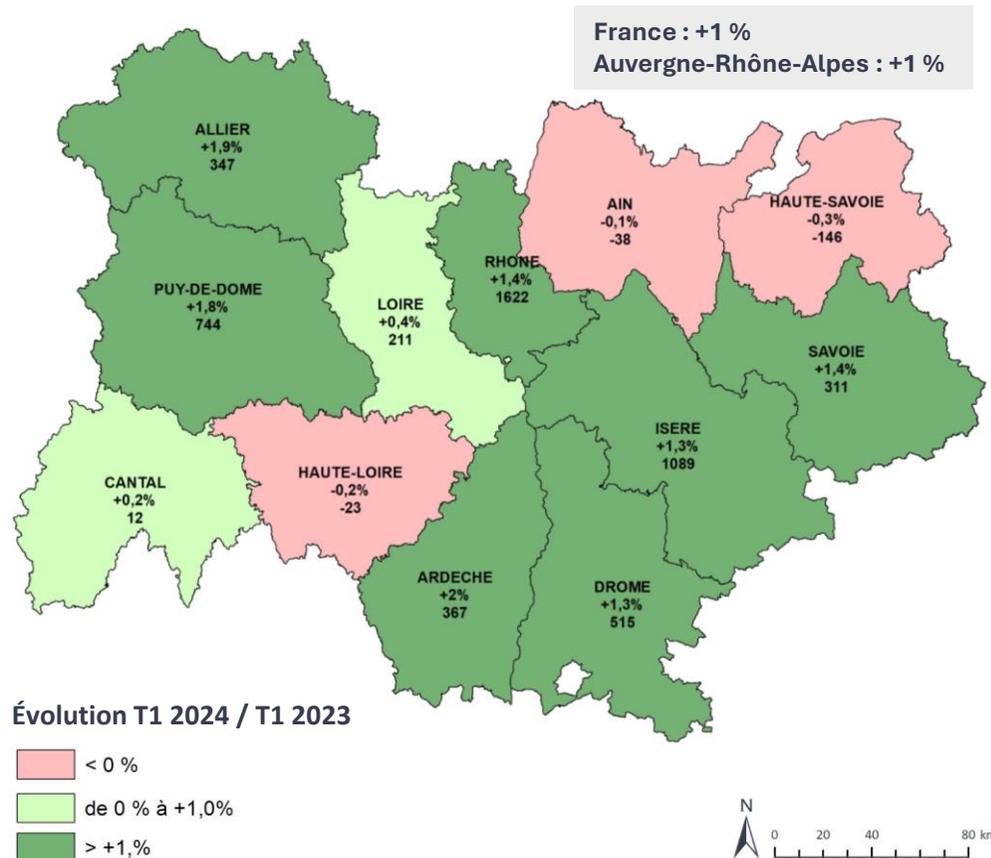
Source : [Acos - Urssaf - Dares](#), Effectifs salariés du secteur privé (hors agriculture), données CVS au 30/06/2024 provisoires pour le dernier trimestre. Effectifs y compris alternants.

EMPLOI INDUSTRIEL : DES ÉVOLUTIONS TRÈS DISPARATES SELON LES DÉPARTEMENTS

- Sur un an (entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2024), l'emploi industriel a progressé de **+1 %** en Auvergne-Rhône-Alpes. La dynamique industrielle est très disparate selon les départements.
 - D'un côté, 7 départements bénéficient d'une évolution supérieure à la moyenne régionale.
 - De l'autre côté, la situation est moins favorable dans 3 départements, où l'emploi industriel a reculé sur un an (Haute-Savoie, Haute-Loire et Ain).
- Les 2 plus grands départements de la région, le **Rhône** et l'**Isère**, se distinguent par des créations d'emplois nombreuses, respectivement **+1 620** et **+1 090** emplois supplémentaires.
- Les spécialisations sectorielles locales expliquent une partie ces écarts.

Précision : Les données trimestrielles d'emploi industriel diffusées par l'Urssaf concernent l'industrie au sens large, c'est-à-dire l'industrie manufacturière, les industries extractives et les secteurs de l'énergie, eau et environnement.

Évolution de l'emploi salarié privé dans l'industrie par département
entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2024

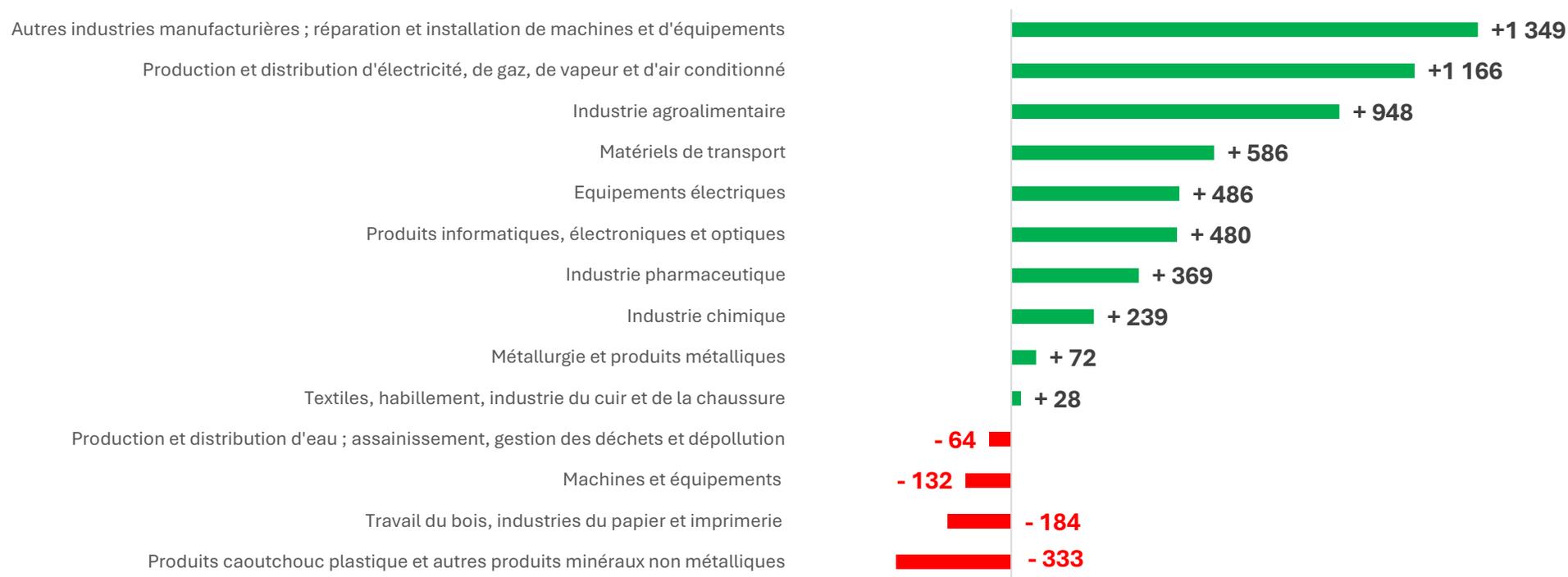


Source : [Acos - Urssaf - Dares](#), Effectifs salariés du secteur privé (hors agriculture), données CVS au 30/06/2024 provisoires pour le dernier trimestre. Effectifs y compris alternants

INDUSTRIE : UNE MAJORITÉ DE SECTEURS CRÉENT DES EMPLOIS

Sur un an, trois secteurs industriels manufacturiers ont perdu des emplois en Auvergne-Rhône-Alpes (comme en France) : **caoutchouc/plastiques/produits minéraux, bois/papier/carton** et **machines et équipements**.

Évolution de l'emploi salarié privé dans l'industrie par secteurs entre le 1^{er} trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2024



Source : [Acos - Urssaf - Dares](#), Effectifs salariés du secteur privé (hors agriculture), données CVS, provisoires pour le dernier trimestre. Effectifs y compris alternants
L'industrie agroalimentaire inclut ici les boulangers-pâtisseries.

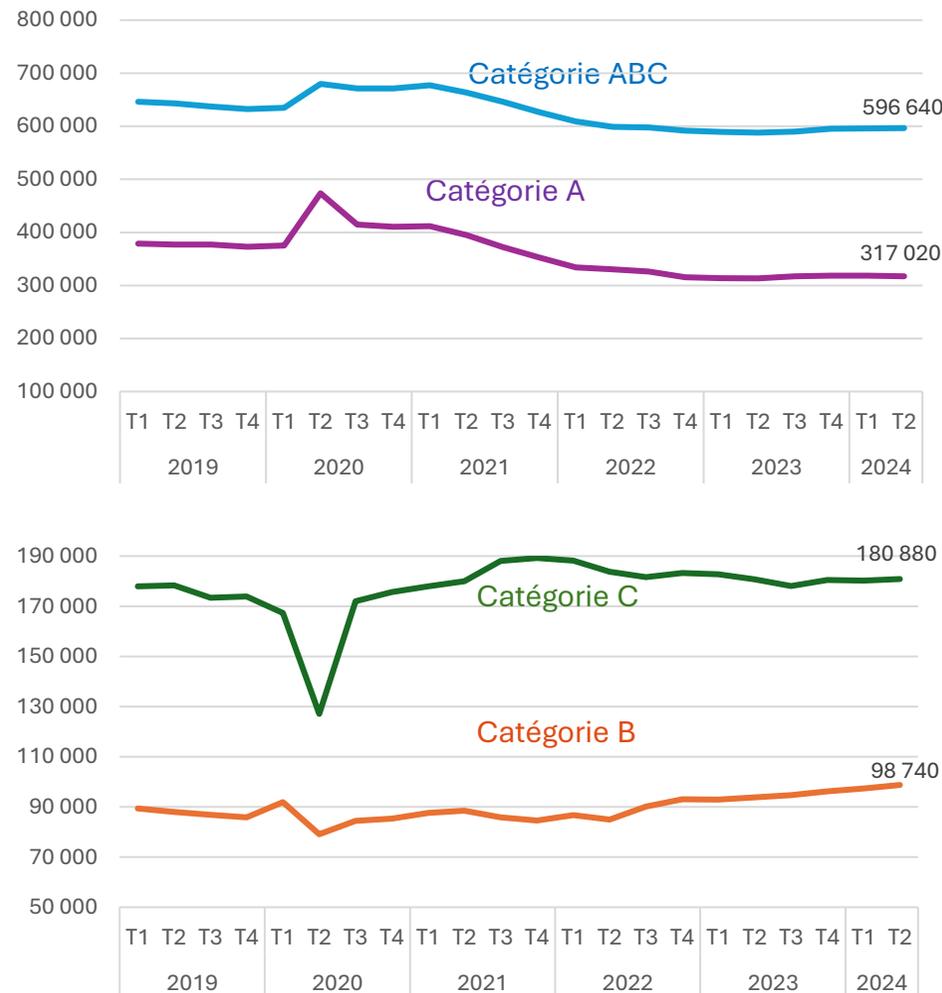
DEMANDEURS D'EMPLOI : UNE LÉGÈRE HAUSSE DÉBUT 2024

- **En région : 596 640** demandeurs d'emploi au 2^e trimestre 2024, dont 317 020 en catégorie A et 279 620 en catégories B et C.
- Le retournement de tendance observé au 2nd semestre 2023 se confirme début 2024 : le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A,B,C enregistre une légère hausse équivalente à celle du dernier trimestre 2023 (+0,1 %).
- Les demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) diminuent au cours des 2 derniers trimestres mais légèrement (-0,02 % puis -0,5 % au 2e trimestre 2024). Ceux avec activité réduite (catégories B,C) en revanche sont plus nombreux (+0,8 %), la hausse est plus soutenue dans la catégorie B.
- **Sur un an**, la hausse des demandeurs d'emploi ABC s'établit à +1,5 % en Auvergne-Rhône-Alpes (+0,8 % en France). Tous les départements sont orientés à la hausse à l'exception de l'Ardèche (-0,2 %). Le Cantal, la Savoie et la Haute-Savoie subissent les plus fortes augmentations au 1^{er} trimestre 2024 comme au 2^e trimestre 2024.

Définition :

Catégorie A : demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de rechercher un emploi.
 Catégories B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins sur un mois)
 Catégories C : ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois)

Évolution des demandeurs d'emploi

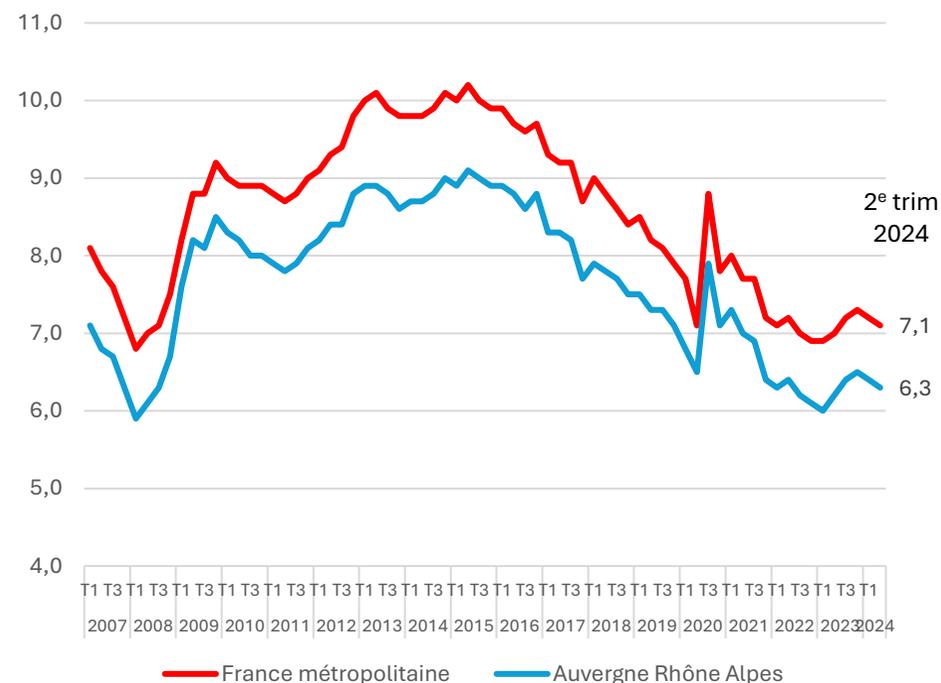


Source : DARES <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees>
 France Travail <https://www.observatoire-emploi-ara.fr/>

TAUX DE CHOMAGE : UNE LÉGÈRE BAISSÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

- Après une année 2023 orientée à la hausse, le taux de chômage régional repart à la baisse : -0,2 point au 1^{er} semestre 2024 après +0,5 point au cours de l'année 2023. A **6,3 %** au 2^e trimestre 2024, il reste encore très loin du niveau de 2015.
- Au 1^{er} semestre 2024, le taux de chômage reste stable dans 4 départements et baisse dans 8 départements. Le taux le plus élevé (7,9 %) est enregistré dans l'**Allier**, le plus faible dans le **Cantal** (4,2 %).
- L'évolution régionale est similaire à l'évolution nationale, mais le niveau de chômage demeure **structurellement plus faible** qu'en France (7,1 % en France métropolitaine et 7,3 % en France).

Évolution trimestrielle du taux de chômage
du 2^e trimestre 2007 au 2^e trimestre 2024 (%)



Définition : taux de chômage

Rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Le calcul de ce taux s'appuie sur les critères stricts du B.I.T : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui remplit trois critères : « ne pas avoir eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence », « être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir » et « avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ». Or pendant le confinement, des milliers de personnes n'ont pas pu respecter ces critères, elles sont donc « sorties » des statistiques. Les dispositifs d'activité partielle ont par ailleurs renforcé ce phénomène.

Source : INSEE – [Taux de chômage localisés \(au sens du BIT\)](#)

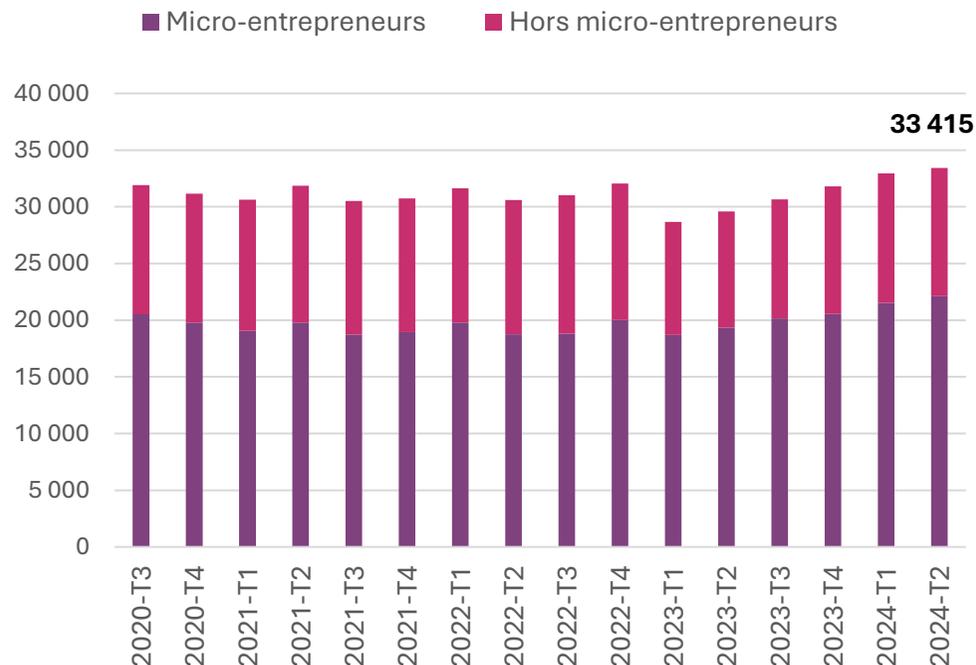
CRÉATIONS D'ENTREPRISES : UNE LÉGÈRE HAUSSE PORTÉE PAR LES MICRO-ENTREPRISES

- Au 2^e trimestre 2024, **33 415** entreprises ont été créées en Auvergne-Rhône-Alpes, dont **66 %** de micro-entreprises.
- Sur un trimestre, le nombre de créations d'entreprises est en progression (**+1,4 %**), grâce au statut de micro-entrepreneur (**+2,7 %**) alors que les autres types d'entreprises sont en repli (**-1,1 %**).
- **Sur les 12 derniers mois** (juillet 2023 à juin 2024), le nombre de créations d'entreprises atteint **128 900** dans la région, soit une hausse annuelle de **+6 %** (comme en France).

Avertissement sur les créations d'entreprises

Depuis le 1er janvier 2023, les formalités de création d'entreprises doivent obligatoirement s'effectuer sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises, en raison notamment d'une modification des délais d'enregistrement des déclarations dans le répertoire Sirene. Les évolutions des créations d'entreprises enregistrées sur l'année 2023 doivent donc être interprétées avec une grande prudence et peuvent faire l'objet de révisions significatives.

Auvergne-Rhône-Alpes : Nombre de créations d'entreprises par trimestre



Source : Insee, [Répertoire des Entreprises et des Établissements, Sirene](#)
Champ : activités marchandes hors agriculture, données CVS

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES : TOUJOURS EN HAUSSE

- Entre juillet 2023 et juin 2024, **7 435** défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Auvergne-Rhône-Alpes, soit une hausse de **+29 %** sur un an (contre +26 % en France).
- Le niveau moyen de la décennie 2010-2019 a été dépassé** (7 040 défaillances).
- Selon la Banque de France, cette progression des défaillances s'inscrit dans un contexte de fort dynamisme de création d'entreprises à la suite de la crise sanitaire.

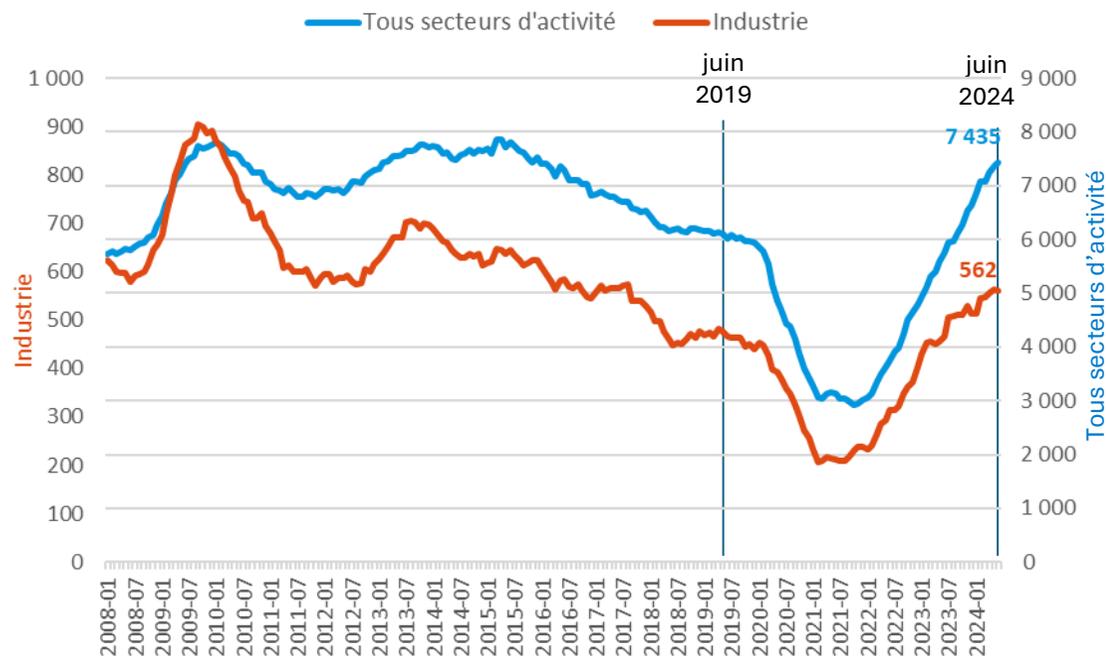
Focus Industrie

Dans la région : **562 défaillances** de juillet 2023 à juin 2024, en hausse de +21 % sur un an

Ce nombre se situe en deçà du niveau moyen de la décennie 2010-2019 (600).

Définition : Les statistiques de défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire soit directement la liquidation judiciaire. Il n'est pas tenu compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise.

Auvergne-Rhône-Alpes : Nombre de défaillances cumulées sur un an



Sources : [Banque de France](#), [FIBEN](#), [Insee Suivi mensuel des défaillances](#)
Niveau moyen calculé entre janvier 2010 et décembre 2019

Nos dernières publications



A retrouver sur la plateforme
d'informations économiques du pôle



Intelligence
Économique
et Territoriale

<https://plateforme-iet.auvergnerhonealpes-entreprises.fr/>

Réalisée par **Agnès Collomb-Clerc, Sylvaine Gillon**

Analystes économiques | Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises

acollomb-clerc@arae.fr / sgillon@arae.fr

avec la contribution de **Morgane Le Doaré**

Responsable Observation économique | Agence Grenoble Alpes

morgane@investingrenoblealpes.com

Septembre 2024

Nos partenaires



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Intelligence
Économique
et Territoriale



La Région

Auvergne-Rhône-Alpes

ENTREPRISES